



## L'Édito

Qui aurait cru cela possible ? De plus en plus de médicaments sont en rupture de stocks. Les lois se suivent pour y remédier mais la situation se dégrade d'année en année. Le nombre des signalements pour des médicaments d'intérêt thérapeutiques majeurs à l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament (ANSM) a été multiplié par 10 entre 2008 et 2013. Il s'est stabilisé à 400 jusqu'à 2016 et a dépassé 800 en 2018. La situation semble la même dans les autres pays de l'UE, aux USA et au Canada. La mondialisation est passée par là : 60 à 80 % des matières actives sont fabriquées hors d'Europe, contre 20 % il y a 30 ans. Les grands laboratoires européens ou américains ne font plus que de la mise en forme pharmaceutique. Sachant que l'essentiel de la production est réalisé en Chine ou en Inde, on frémit en imaginant les risques possibles en cas de conflit mondial ou même seulement dans cette région.

Cette dépendance pour les médicaments est récente. Dans le secteur agricole, nos pays avaient payé cher les importations devenues impossibles depuis leurs empires coloniaux pendant la 2e guerre mondiale. Les tickets de rationnement ont laissé d'amers souvenirs. C'est pour se prémunir de ces pénuries que les pays européens ont mis en place une politique agricole commune (Pac). Mais depuis la fin de la Guerre froide, l'objectif de souveraineté alimentaire a été oublié. L'UE n'a plus de stocks stratégiques de produits agricoles et on laisse à la Chine le soin de détenir l'essentiel des stocks mondiaux de céréales. La Commission européenne prône une renationalisation de la Pac, multiplie les accords commerciaux qui facilitent les importations de produits agricoles pour vendre plus de produits industriels ou de services.

Les Etats européens n'ont plus les moyens d'agir sur les prix. C'est ainsi que ceux du porc augmentent de 37 % en un an. L'UE est pourtant autosuffisante. Les consommateurs de nos pays paient la hausse de la demande chinoise car ce pays est incapable de maîtriser une épidémie de peste africaine. Comme pour les médicaments, il suffit que la demande augmente quelque part sur la planète pour que la pénurie s'installe ici.

Depuis 30 ans, la mondialisation des échanges et son cortège de délocalisations a pris le pas sur une stratégie commune de l'UE. On peut attendre un mois pour acheter une voiture. On ne peut pas faire de même pour se soigner ou pour manger. Ce serait dommage d'attendre un conflit majeur pour se prémunir contre les risques de pénurie pour la santé et l'alimentation de nos concitoyens.